

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?167-contributions-aux-debats-sur-l>



Contributions aux débats sur l'organisation

- Documents extérieurs - L'autonomie groupale : l'autogestion - Approches diverses -



Date de mise en ligne : samedi 20 juin 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Contributions aux débats sur l'organisation,

Coordinadora Lucha Autonoma,

Madrid 1999

Accion libertaria estudiantes

Pour une federation des groupes libertaires et autonomes de Madrid

Le 20 fevrier 1999, la premiere rencontre des collectifs de Madrid a eu lieu au squat Seko, a l'initiative de Lucha Autonoma, dans le but de se rapprocher et de discuter de positions sur les formes d'organisation et de communication. Cent personnes, representant plus de vingt groupes, ont assiste a ces debats, qui se sont prolonges toute la journee durant. En resume, et malgre la dispersion et la pluralite des interventions, deux conceptions fondamentales se sont distinguees a propos des contenus et des organes qui pourraient structurer le monde autonome madrilene.

D'un cote, le modele du reseau. Modele diffus d'organisation, qui limiterait les contacts des groupes et des collectifs a la constitution d'un espace de communication. C'est-a-dire a des reunions dans lesquelles on fait circuler l'information que chaque regroupement veut, en toute liberte, transmettre au reste des individualites et des collectifs. Le reseau ne constitue pas proprement une organisation, mais un forum public, dans lequel se retrouvent regulierement differents acteurs sociaux, qui evoluent et se construisent dans differentes luttes, et qui appartiennent a differents mouvements sociaux. On ne prend pas de decisions communes, mais on lance des propositions et des idees d'action auxquelles adherent uniquement celles/ceux qui se sentent en affinite avec celles-ci. Dans ce sens, on peut se demander ce qu'apporte l'organisation-reseau ; la reponse est rien, sauf un lieu d'echange d'information, qui de fait existe deja a Madrid sous une forme diffuse et "spontanee" : les squats, les distros...

Pourtant, cette proposition ne semble pas si simple a rejeter. Les partisan-e-s du reseau soutiennent, de maniere plus ou moins explicite, que le ciment de l'unite est l'action, c'est-a-dire l'accord ponctuel et precis dans une activite specifique, et non l'articulation collective autour de principes generaux - un projet. Ainsi, un conflit specifique pourrait etre l'origine d'un accord avec des groupes et des institutions avec lesquels, par ailleurs, on n'aurait aucune affinite particuliere. Cela permettrait des rencontres avec des ecologistes, des nationalistes, et meme des partis d'extreme-gauche ou des institutions publiques.

La multiplicite, le plus grand respect des volontes individuelles et de la difference, et la possibilite de travailler avec des organisations et des collectifs tres differents, sont mis en avant pour defendre ces formes d'organisation diffuse. De fait, il a ete repete durant les debats que le reseau etait une structuration de divers acteurs possibles, de differentes identites sociales qui travaillaient sur differents terrains de lutte, qu'il etait une organisation "non autoritaire" dans la mesure ou il permettait de nouvelles relations et de nouvelles luttes - de nouvelles "perspectives". Il ne faut pas oublier qu'il y a, derriere cette proposition, une elaboration theorique soignee, qui, bien qu'elle ne soit pas representee par un corps coherent de penseurs-euses, parmi lequel-le-s figurent Deleuze, Negri, Guattari..., obeit a une pratique determinee et a un certain etat d'esprit de vieux militants et de vieilles militantes marxistes-leninistes fatigue-e-s, et ayant tire les lecons de leurs vieilles methodes et de leurs vieilles organisations

bureaucratico-hierarchiques.

La position favorable a l'organisation etait presentee d'une maniere un peu moins approfondie. De nombreuses interventions repeterent la necessite de creer une coordination ou une federation de caractere stable, qui devrait se presenter comme un espace de decisions, auquel participeraient et dans lequel seraient representes tous les groupes. Les critiques de cette position ont souligne les dangers de reprimer la possibilite d'innovation, d'uniformiser excessivement les modes d'actions et de travail, et de transformer l'organisation en une fin en elle-meme.

Le plaidoyer pour une organisation de ce type reste malgre tout le notre, et nous apparait comme absolument necessaire dans les conditions actuelles de developpement du mouvement libertaire et autonome. L'existence de plus de quarante collectifs dans la region de Madrid, qui d'une maniere ou d'une autre, evoluent dans le milieu de la contestation autogestionnaire et horizontale, et l'augmentation du nombre de publications en lien direct ou indirect avec ces espaces, demontrent qu'une forte croissance quantitative et qualitative de nos pratiques et de nos idees a eu lieu dans la derniere decennie. Cependant, l'etat actuel de dispersion et le "localisme" - non seulement territorial, mais aussi pratique et theorique - d'une bonne partie des groupes n'a malgre tout pas permis un saut qualitatif qui genere une diffusion sociale effective du mouvement, mis a part les fameux lieux communs de l'insoumission et du squat. Les dangers de ghettoisation, de marginalisation et d'auto-marginalisation continuent deciderement a constituer une bonne partie de la realite du mouvement. La construction d'une organisation qui englobe la majorite de ces groupes permettrait un saut qualitatif fondamental, non seulement en mettant en contact divers collectifs qui jusqu'a present avaient travaille separement, mais aussi en permettant une union des forces qui pourrait etre le germe de nouveaux champs de conflit dans des territoires ou jusqu'a present ne se maintient qu'une presence-temoin -travail, ecologie, developpement de nouveaux et plus puissants moyens de contre-information, etc.- ; en mettant en circulation des informations qui jusqu'a present restent a l'interieur de petits cercles ; en creant des structures permanentes qui servent d'ecoles et d'appuis politiques pour les nouveaux groupes, sans leur imposer "les modes de fonctionnement corrects", mais en leur permettant la connaissance de l'histoire et de l'activite des autres groupes, nouvelle valeur d'usage d'une memoire qu'aujourd'hui meme on perd ou on meprise ; en conferant une voix et une presence a des modes authentiques de dissidence face a la pseudo-critique mediatique et spectaculaire qui regne actuellement sur les masses ; et surtout en creant un point de reference public et visible qui pourrait, avec une presence dans divers quartiers, organiser la participation immediate des nouveaux et nouvelles interesse-e-s.

Cependant nous considerons que l'unite ne peut etre obtenue a n'importe quel prix et par n'importe quel moyen. La construction de ce nouvel espace doit etre discutee et doit etre un processus actif auquel participent toutes les parties impliquees. D'autre part, nous croyons qu'il est necessaire que l'organisation se construise sur des fondements solides et sur une affinite qui aille au-dela de l'accord ponctuel et de l'action directe.

De la necessite de s'organiser autour d'un projet Nous pensons qu'il ne peut exister aucune forme d'action consciente si celle-ci n'est pas mise en oeuvre avec la volonte explicite qu'elle se produise dans un sens determine et pas dans un autre. L'action politique, bien que ses resultats soient toujours imprevisibles, et bien qu'elle se realise comme creation de nouveaux liens et relations, est toujours une action pleine de sens -nationaliste, bureaucratique, libertaire...-, un sens qui va donc bien au-dela du simple affrontement concret. Un projet ne represente rien de plus que l'explicitation du sens de nos pratiques ; il n'est donc ni un corps de doctrines ferme, ni l'expression pratique d'une identite sociale determinee -les basques, les anarchistes...-, ni meme une theorie mise en marche - comme le marxisme-leninisme. Bien qu'il puisse etre toutes ces choses, nous entendons qu'un projet n'est rien d'autre que les principes qui regroupent un ensemble determine de gens et qui oriente son action dans un sens specifique. "Un sens libertaire" ne represente pas l'organisation ideale de la societe pour le lendemain de la revolution -ce qui serait un programme revolutionnaire-, ni la determination absolue de ce qu'il faut faire, mais fait simplement reference a l'orientation des actions et a la visibilite de ce que nous voulons.

Un tel projet est pour nous le projet d'autonomie qui coincide essentiellement avec les principes postules par le mouvement libertaire classique. L'autonomie, comme piece centrale de l'organisation et de l'action politique, s'appuie

sur la volonté que la communauté sociale décide directement de l'organisation et des buts de sa propre existence. C'est-à-dire que les individus réalisent un effort intense de réappropriation de leur vie. En termes classiques, "l'émancipation des travailleurs et des travailleuses ne peut être l'œuvre que d'eux et d'elles-mêmes". Cela suppose que l'on ne recoure à aucune instance supérieure d'organisation sociale, qu'elle se nomme dieu, nature, raison, famille, nation, économie..., mais que ce soient le débat public même et la décision consensuelle qui dirigent la vie publique du collectif. Ainsi, il n'y a pas de place dans l'organisation, suivant notre position, pour une quelconque sympathie ou proximité avec l'espace nationaliste basque, ou avec les mouvements dits "de libération nationale", qui pourraient très bien être rebaptisés "de transition de pouvoirs" (du vieil État centraliste au nouvel État périphérique).

L'autonomie comporte ainsi tout un ensemble de traductions bien connues, comme le rejet du patriarcat ou des relations de domination de genre, l'anticapitalisme, l'autogestion, l'anti-étatisme, l'auto-organisation, etc... Des luttes et des positions qui ont toutes une longue expérience historique. Ainsi le projet se place dans une tradition historique déterminée, non pas pour répéter d'anciennes formules, mais pour en produire de nouvelles qui reprennent et renouvellent l'ancien sens de la théorie et de la pratique.

En résumé, la construction de l'organisation autour d'un projet libertaire de ce type ne suppose pas la répression de toute différence, puisqu'en définitive on ne connaît jamais parfaitement les moyens pour insérer ces valeurs dans le monde, et on ne connaît pas non plus toutes les implications et les matérialisations que peut revêtir ce que nous voulons. Par contre, cela suppose de l'intransigeance, ou au moins de l'indifférence, envers les pratiques qui apparaissent comme contraires au dialogue, à l'autonomie et à la réappropriation de la vie. Un projet libertaire semblable à ce que nous avons décrit est aussi ouvert que l'est l'imagination de ses participant-e-s, et, en se fondant sur des principes négatifs -absence de relations de domination- ou méthodologiques -que les individus et les collectivités soient maîtresses et conscientes de leur vie-, ne comporte de façon intrinsèque aucune nouvelle forme de fondamentalisme ni de négation de la différence, il établit simplement le cadre qui empêchera la différence de s'imposer de manière autoritaire.

Par conséquent, nous considérons nécessaire que la nouvelle organisation qui naîtra de ces débats s'articule sur l'explicitation de ce que nous voulons et de ce qui nous anime, à travers la formulation statutaire de principes et de finalités, afin non pas de créer un corps de doctrines ni une définition idéologique officiels (il y a la place, dans une organisation de ce type, pour un grand nombre d'autodénominations : libertaire, anarchiste, autonome, communiste libertaire, écologiste anticapitaliste,...), mais plutôt de ne pas permettre un "tout se vaut", dans l'organisation, qui pourrait nous faire glisser vers l'ambiguïté et vers une dangereuse proximité avec des positions autoritaires.

Par et pour l'organisation L'allergie qu'inspirent à beaucoup de gens les compromis et la responsabilité qu'impliquent la participation à une organisation se trouve en parfaite résonance avec l'époque que nous vivons. Les critiques saines et fondées du militantisme et du sacrifice personnel ont déjà trop souvent dégénéré en un "je fais ce que je veux" incompatible avec le développement responsable et autonome des décisions. Nous ne pouvons certes pas plaider pour le militantisme aveugle, propre à une bonne partie du mouvement ouvrier traditionnel, qui exigeait du militant une abnégation désintéressée qui la plupart du temps n'était rien d'autre que le produit de l'étouffement de la capacité de réflexion et de participation effectives. Nous ne pouvons pas non plus défendre un modèle d'organisation qui ruine toute différence et qui détruit la capacité d'innovation et de création de nouvelles relations sociales et de nouvelles formes de lutte. Mais nous ne pouvons conclure que toute forme d'organisation qui recherche l'unité et le consensus, au moins dans une partie de son action, est capable de détruire toute différence subjective et d'imposer la tyrannie de la majorité. Loin de ce préjugé, nous pensons que l'individualisme extrême que démontrent certains groupes et l'expansion illimitée de la volonté et du désir personnels, quoi qu'il arrive, sont absolument inconciliables avec une quelconque organisation pratique du projet indiquée plus haut. Ils sont, par contre, très significatifs de comportements largement promus par la publicité ("vive la différence", "sois toi-même", "c'est toi qui choisis"). Cet ultra-individualisme reproduit les modes d'isolement social. La pluralité qui doit exister dans une assemblée (qui doit aussi nécessairement provoquer cette pluralité, en faisant naître la différence -problèmes, attitudes, propositions-) peut trouver une réconciliation dans l'action commune, qui ne suppose pas le sacrifice d'une minorité, mais la

recherche, en dernière instance, du consensus, fruit du dialogue et de la discussion. Consensus bien distinct de celui que l'on connaît dans le cadre de la consommation et de l'Etat - espace de sequestration du politique. Distinct dans la mesure où ce dernier est indiscutable, impose, ou il exige une adhésion irréfléchie à ses principes.

Ainsi, on ne peut pas tolérer un militantisme à la carte selon lequel "une fois je fais ceci et l'autre le contraire", selon lequel à un moment je m'engage à faire une activité, puis "je renonce parce que ça ne me plaît pas ou parce que je suis tombé sur d'autres choses qui m'intéressent plus". Il existe, bien sûr, des degrés d'engagement librement adoptés, qui sont redefinissables dans chaque situation, mais l'engagement implique toujours une responsabilité face aux camarades et face aux décisions prises par tou-te-s. D'autre part, personne ne peut croire que la mobilisation et l'action politique sont le résultat d'un accord spontané entre sujets hétérogènes. Toute action est le fruit d'une préparation et doit être le produit (surtout si l'on veut se solidariser avec le projet libertaire) du débat public, du dialogue et du consensus entre des parties qui, tout en étant différentes, avancent une volonté unitaire dans l'exécution de la décision. En définitive, nous plaçons pour la responsabilité et l'engagement dans l'activité politique, pour la création de nouveaux espaces publics, fondés sur les valeurs classiques d'auto-organisation et d'autonomie, et au sein desquels soit possible la participation effective de tou-te-s à la création de nouvelles formes d'expérience et d'activité.

Vers la fédération Il y a aussi une grande diversité de propositions concrètes d'organisation. Cependant on peut avoir une préférence pour deux modèles fondamentaux : la coordination et la fédération. Malgré l'ambiguïté de ces deux positions, on peut relever de notables différences. Une coordination serait plutôt une réunion de collectifs et de groupes différents et indépendants, qui passent régulièrement des accords et réalisent des actions communes. La fédération est une organisation unitaire dans laquelle travaillent des groupes et des collectifs aux terrains d'action variés. La coordination est donc une réunion, en général à des fins concrètes, de différents collectifs et individus. Les autres groupes ne sont pas forcément tenus par les accords passés. La coordination est plus flexible, mais aussi plus faible, moins efficace au moment d'organiser des actions communes. Une fédération suppose l'élaboration de statuts qui sont les mêmes pour tous les groupes. Les accords sont inaliénables, et généralement l'organisation se dote d'une série de postes sans capacité de décision et totalement subordonnés à l'assemblée des collectifs. Les détenteurs et detentrices de ces postes sont élu-e-s et n'ont pas, par ce biais, de pouvoir de décision. Ils/elles ne font que garantir qu'il existe des responsables pour exécuter des décisions prises par toute l'organisation. Ainsi peuvent exister des secrétaires -archives, notes, propagande...- et des commissions -de la revue de la fédération, d'investigation en cas de faute grave, comme la manipulation de compte-rendus ou l'exclusion d'un groupe ou d'un camarade...

Nous autres penchons pour cette dernière formule, puisque nous pensons qu'elle garantit vraiment l'application des décisions de l'assemblée, l'expansion des activités du mouvement et la création d'un point de référence public et permanent d'organisation qui permet la création beaucoup plus rapide de nouveaux groupes. Cependant, cela implique un niveau d'engagement beaucoup plus fort que celui qu'entretiennent aujourd'hui la plupart des collectifs, et que peu de personnes, soupçonnons-nous, sont disposées à assumer. Voilà pourquoi nous proposons que les deux modèles soient discutés et que chaque groupe manifeste sincèrement sa volonté et sa capacité de développer un travail continu, afin de pouvoir créer la forme d'organisation qui sera la plus réaliste et la plus inclusive possible. Ainsi, nous amenons au débat l'ébauche suivante de future fédération de groupes autonomes et libertaires de Madrid.

La fédération de groupes autonomes est formée par tous les collectifs et individualités disposés à participer à une activité de questionnement global théorique et pratique, bien que leur travail concret se concentre en un terrain d'action réduit, non seulement territorial (quartier, squat, université, lieu de travail) mais aussi pratique (une revue, une agence de contre-information, une lutte spécifique : squat, insoumission, écologie...). Une fédération de ce type est ainsi une organisation plurielle, au sein de laquelle chaque groupe et chaque collectif peut déployer son activité sur son terrain concret, et à la fois participer aux campagnes et actions communément décidées par tous et toutes.

Ses "principes et finalités" comprennent les valeurs libertaires classiques du projet d'autonomie, qui doivent être assumées par toutes celles et tous ceux qui veulent participer à l'organisation.

Les décisions doivent être prises à un seul niveau : soit celui des groupes, soit celui des individualités. Nous pensons que les décisions doivent être prises au niveau des groupes, dans une assemblée des membres hebdomadaire ou bimensuelle, dans laquelle chaque groupe présente ses propositions et les accords trouvés dans ses propres réunions. Il est donc nécessaire que chaque collectif discute des propositions des autres et envoie un membre avec ses accords et propositions écrits. Et qu'à son tour ce membre recueille, par écrit également, les accords généraux de l'organisation et les propositions des autres groupes. Les individualités ont l'opportunité de participer aux débats, aux commissions, aux secrétariats, et à l'élaboration de nouvelles propositions, mais pas aux décisions, qui doivent être prises par les groupes. Cela encourage les individualités à former de nouveaux collectifs, et en même temps permet un haut degré de participation à celles et ceux qui ne veulent faire partie d'aucun des groupes existants.

Les décisions doivent être prises par consensus, c'est-à-dire en regroupant les volontés de tous les membres de l'organisation. Au cas où l'on n'y parvient pas, on peut adopter le mécanisme de la pseudo-unanimité, ou faux consensus -tous les groupes moins un ou moins 10%- qui empêche le veto d'un seul groupe ou d'un nombre très réduit de groupes. Les propositions qui ne gagnent pas le consensus ou le faux consensus des groupes sont reformulées ou abandonnées. Une fois un accord passé, il doit engager tous les groupes. La fédération peut établir des réunions spéciales dans lesquelles on traitera de la modification des statuts, de l'engagement et du nombre de postes, de l'élaboration de stratégies à long-terme et de la réalisation du bilan d'une saison. Ces réunions sont les séances plénières auxquelles doivent assister tous les groupes qui font partie de l'organisation. Ainsi, il est sain et nécessaire d'organiser des colloques et des débats internes, dans lesquels on ne prend pas de décision, mais on stimule la réflexion sur la théorie et sur les pratiques de chacun.

La fédération doit se doter d'une série de postes, entretenus par des militant-e-s élu-e-s et responsables de la réalisation d'un ensemble de tâches qui sinon ne sont souvent pas réalisées, à cause du laisser-aller que produit la dénommée "responsabilité diffuse", qui veut que "l'on parle de faire beaucoup de choses, sans que personne ne les fasse". Ces postes accomplissent seulement ce que l'assemblée des groupes décide et sont constamment soumis, dans leur activité, à la possibilité d'être révoqués. Ils doivent tourner ou changer périodiquement pour ne pas conduire à une nouvelle spécialisation des fonctions. Colectivo Maldejo Reinventer le projet d'autonomie

Malheureusement, les observations qui suivent ne sont pas des réponses précises aux questions qui ont été fixées à la dernière réunion de "refondation" (au squat laboratorio), comme questions-clés du débat. Le présent texte évolue sans doute sur les mêmes pistes que le débat de la dernière réunion, mais s'en va parfois tourner autour du pot toujours asséché (et pas seulement par l'ennemi) du projet autonome. Il a été impossible d'atteindre une cohérence totale, en partie à cause des urgences qui ont présidé à l'élaboration de ce texte.

Pourquoi nous assemblons-nous ?

"Nous pensons que nous pouvions nous sauver d'une manière ou d'une autre, par les voyages, la musique, l'amitié, le théâtre, tout ça... Que la vie viendrait nous délivrer on sait pas bien comment, pendant que nous nous taisions, afin de ne pas les facher, les contrarier... mais aussi parce que nous voyions que nous étions coincé-e-s, seul-e-s, isolé-e-s. Maintenant nous le savons enfin : ce problème n'était pas personnel, individuel. C'est un problème commun à nous tous !" (Paris, 1986)

Pourquoi nous assemblons-nous ? Dans la dernière réunion de refondation de la Coordinadora de Lucha Autònoma, il a été dit une chose avec laquelle nous sommes particulièrement d'accord : nous nous assemblons pour reinventer le projet autonome et pour l'installer de manière permanente et visible dans la société. Mais si on veut vraiment reinventer ce projet et pérenniser certaines pratiques, il faut non seulement dépasser les querelles construites autour

du fétichisme des mots et des symboles, mais aussi élargir le contenu réel donne jusqu'à présent à ce projet et à ces pratiques.

Nous nous sommes rendu-e-s compte depuis maintenant longtemps que la simple collectivisation des moyens de production ne faisait pas disparaître par magie le reste des formes de domination existantes dans la société. Nous nous sommes rendu-e-s compte, ainsi, que la société ne s'organise pas selon le schéma banal de base-superstructure. Tout cela est évident, bien qu'on commette toujours l'erreur d'illustrer cette conclusion avec l'exemple de l'Union Soviétique (comment peut-on parler de collectivisation quand une bureaucratie concentre tout le pouvoir de décision sur la production, l'orientation du travail, la redistribution, etc. ?). Mais, dans ce cas, comment se fait-il qu'on ait dédié si peu de temps et d'efforts à la compréhension de dimensions du social aussi fondamentales que le langage, l'art, l'urbanisme, le temps, la technique, l'inconscient, etc. ? Ne serions-nous pas encore en train de penser - sans oser le dire - que ces problèmes se résoudre d'eux-mêmes le jour de la révolution ? Comment peut-on prétendre reinventer le projet autonome sans considérer un instant la vie quotidienne - parce que c'est bien ça qu'on fait quand on ne répond pas à des questionnements comme ceux sur le langage, l'urbanisme, le désir, etc. ?

Il est très clair que ces thèmes ont suscité de plus en plus d'intérêt ces dernières années. Et différentes personnes y ont prêté attention en partant d'un point de vue qui relie ces analyses et le projet révolutionnaire de transformation globale. D'autre part, il est évident que l'on ne peut rejeter, en le qualifiant d'absurde, le danger de prolifération d'aristocraties qui utilisent la théorie pour confondre et voiler la réalité - c'est à dire, qui font de l'idéologie - et conserver ainsi leur triste statut. Mais il faut toujours souligner un fait : c'est le désintérêt pour l'analyse théorique qui est à l'origine de la propagation des impostures, et non le contraire. Si, au contraire, la théorie critique était plus familière, la capacité de séduction rhétorique des discours qui décorent le vide serait pratiquement nulle. Il est très courant d'entendre des bravades contre le travail théorique. Occasionnellement, on entend aussi de justes critiques sur la masturbation intellectuelle. Mais il est très curieux de voir ce qui se passe quand on cesse de faire le moindre effort théorique : on perd le respect pour la pratique.

D'un autre côté, si nous ne faisons pas attention et si nous n'opérons pas de distinction entre théorie et pratique, nous finirons par essayer de résoudre les problèmes pratiques dans et par la théorie. De cette manière on perd l'autonomie de la pratique et on confond tout. Comment, par exemple, trouver une solution une bonne fois pour toutes au problème des relations avec les institutions (concept qui inclut les administrations universitaires autant que les municipalités, en passant par les transports publics et les Jeunesses Communistes Révolutionnaires) ? Qui dictera les hypothèses a priori valables en tout temps et en tout lieu pour juger l'activité pratique ? L'autonomie relative de la pratique signifie précisément qu'il est impossible d'analyser une situation concrète avec un catalogue parfait d'hypothèses théoriques. La pratique nous confronte quotidiennement avec la nouveauté et la singularité, avec des situations que la théorie ne peut prédire et qu'il faut analyser de manière spécifique entre gens impliqués. Ainsi, la pratique même fait naître constamment un nouveau savoir. Nous jugeons tou-te-s durement la collaboration de Federica Montseny au gouvernement républicain, par exemple. Mais une donnée importante nous échappe : nous savons maintenant ce qui s'est passé, elle ne le savait pas. Celles et ceux qui savent lire comprendront que nous ne défendons aucunement la collaboration de temps à autre avec les appareils bureaucratique-hiérarchiques, pas plus que nous ne légitimons les Pactes de la Moncloa. Il s'agit simplement de garder à l'esprit que la future organisation des groupes (quelle que soit sa forme) ne peut se fonder sur des hypothèses invariables qui s'arrogent le droit de juger la pratique. On peut, à partir de cette considération, convenir malgré tout de dénominateurs communs qui empêcheront les contradictions de fleurir et de finir par déchirer l'organisation.

Cette argumentation répond à la coutume que nous avons d'évoquer l'action politique à travers le schéma théorique des fins et des moyens. Nous parlons, par exemple, de "traduire la théorie en réalité", comme si la théorie était une hypothèse qu'il faut vérifier dans une expérimentation pratique. Nous parlons aussi de "considérer l'organisation comme un moyen, un outil". Métaphores équivoques. La praxis est précisément cette activité qui tend vers l'autonomie (fin) à partir de l'autonomie (moyen). Et l'organisation autogestionnaire, égalitaire et horizontale, est une

manifestation fondamentale de la praxis ; elle tente en effet d'étendre l'autonomie à partir de l'exercice même de l'autonomie. Dans la praxis, l'autonomie des autres n'est pas une fin mais un début. Elle n'est pas finie, elle ne se laisse pas définir par un état ou des caractéristiques définitives. Il n'y a pas un "état" d'autonomie. Le reste n'est qu'une conception militaire de l'action : on choisit des moyens en vue de fins envisagées par avance, on calcule les coûts, les pertes nécessaires, et le succès ou l'échec de l'activité selon la proximité du résultat avec les fins envisagées au début. La moindre expérience d'activité politique autonome nous apprend que les choses ne sont pas ainsi, que le succès ou l'échec de l'activité ne peuvent jamais être comparés au programme initial parce que les objectifs changent dans l'action, l'activité provoque une série de nouveaux événements, etc. En disant que "l'organisation n'est qu'un moyen", peut-être veut-on signaler le danger que l'activité s'aliène à un programme. Le programme, qui n'est rien de plus qu'une vision fragmentée et provisoire du projet, peut être pris pour quelque chose d'absolu ; on néglige alors la "fin" : l'autonomie.

Mais le fait que l'activité ne puisse pas reposer ailleurs que sur un savoir partiel ne veut pas dire qu'elle ne repose sur rien, qu'il est impossible de définir certaines choses, de vérifier des tendances et d'en tirer les leçons adéquates. Si nous décidons que sans théorie globale il ne peut y avoir d'action consciente, continue, projetée vers l'avenir, orientée selon certains principes, etc., nous sommes prisonnier-e-s du fantôme du savoir absolu. Et si nous disons que l'action consciente, prolongée, etc., ne peut répondre qu'au rêve totalitaire de réprimer les différences, nous sommes tout aussi prisonnier-e-s du fantôme du savoir absolu. Le choix suppose entre géométrie et chaos est une fiction, et n'a aucun sens dans l'activité humaine, qui n'est jamais organisée de manière exhaustive, ni soumise au désordre moléculaire complet. Peut-être pourrions-nous dire de l'activité autonome ce que le philosophe Maurice Merleau-Ponty disait de son travail et de ses enfants :

"Mon métier, mes enfants, sont-ils pour moi des fins ou des moyens, ou une chose et l'autre en alternance ? Ils ne sont rien de tout ça : ils ne sont certainement pas des moyens de ma vie, qui se perd en eux au lieu de les utiliser, et ils sont beaucoup plus que des fins, puisqu'une fin est ce que l'on veut et puisque j'aime mes enfants et mon métier, sans mesurer d'avance jusqu'où tout cela va m'entraîner, et bien au-delà de ce que je peux connaître d'eux. Non pas que je ne sache pas à quoi je me dédie : je les vois avec le type de précision que supposent les choses existantes, je les reconnais entre tous, sans savoir du tout de quoi ils sont faits. Nos décisions concrètes ne pointent pas des significations fermées."

Les deux positions exprimées dans les débats ouverts par Lucha Autònoma pour réorganiser le monde autonome madrilène peuvent être analysées séparément puis réunies comme nécessaires et complémentaires.

L'organisation articulée en fédération

Après avoir jeté un coup d'œil au panorama autonome madrilène, nous pensons qu'un bon nombre de groupes, surtout les collectifs de quartier, ont besoin d'une forme d'union qui irait au-delà de la simple communication ponctuelle ou de l'organisation diffuse (nous employons ici "organisation diffuse" non pas comme un concept défini, mais comme un simple terme de référence à l'assemblage de divers groupes au moyen de nœuds lâches et sur la base de certaines pratiques).

Le problème que rencontrent les différents collectifs est clair : l'absence d'une structure qui articule, sur tous les terrains, un front commun. Il n'est pas moins évident que cette articulation ne peut être obtenue qu'à partir d'une base commune ; en effet la force déployée par chaque collectif sur son terrain doit avoir le même sens collectif. Autrement dit, les collectifs qui forment cette organisation ne peuvent travailler en brutale contradiction les uns avec les autres. Cette nécessité de convergence nous oblige à discuter avec un objectif clair : tomber d'accord sur une position unitaire, qui permette aux différents collectifs de travailler autour d'un même axe qui tournerait en autant de sens qu'en suivent les collectifs.

Ceux qui déclarent que l'idée de fédération porte en elle une répression des différences se trompent. Il s'agit simplement d'un problème de cohérence. L'union cohérente de certaines formes de réflexion-action est une façon de conjuguer ces forces avec celles auxquelles nous avons fait référence plus haut, sans qu'elles s'affrontent entre elles. Par exemple, il serait incohérent d'entretenir une organisation au sein de laquelle un collectif de quartier lutterait durement contre la manipulation des syndicats bureaucratiques, pendant que le collectif du quartier voisin collaborerait activement avec ces mêmes syndicats. Ces contradictions brutales finiraient par miner l'organisation.

Le problème que nous entrevoyons tou-te-s à présent est la prolongation indéfinie et tendue des discussions. Les débats des groupes qui veulent converger vers une fédération devraient acquérir l'aspect d'une négociation : une discussion en vue de points d'accord et de conclusions qui, sans être définitives, puissent mettre en marche la fédération.

Le niveau de l'information

D'autre part, il serait souhaitable qu'en même temps que ces collectifs entament le processus de fédération, débute également (entre tous les groupes, fédérés ou non) la construction d'un espace stable d'échange d'information, de textes, de propositions, de débats, d'analyses, etc.

Dans cet espace de communication, aussi nécessaire que la fédération, pourraient dialoguer tous les groupes "antagonistes" de Madrid. Le collectif Maldejojo, par exemple, qui écarte pour l'instant la possibilité de se fédérer par incapacité d'affronter les implications que cela comporte forcément, serait très intéressé à participer à la construction de cet espace de rencontre et de discussion.

La mise en marche d'un espace d'échange d'information (nous entendons ici par "information" tout type de textes, propositions, analyses, etc.) permettrait d'en finir avec la méconnaissance généralisée des groupes entre eux et de mettre en contact des pratiques très différentes et hétérogènes : squats, distros, écologistes, musicien-ne-s, féministes, antimilitaristes, situationnistes, surréalistes, agences de contre-information, etc. etc.

La réflexion sur ce problème est fondamentale ; en effet, la situation actuelle est caractérisée par la séparation absolue de toutes les façons de concevoir la critique du système. Ouvrir et consolider un espace de communication, d'information et de débat permettrait de dépasser cet isolement et favoriserait en chaque groupe l'élargissement de la critique, théorique ou pratique, par des thèmes de toute nature : du travail antifasciste jusqu'à l'intervention anti-urbaniste dans les villes ; de l'écologisme jusqu'à la lutte syndicale, de l'antimilitarisme jusqu'à l'actionnisme esthétique, du squat jusqu'au travail sur la manipulation génétique, de la contre-information jusqu'à la critique du système éducatif, etc. L'ouverture de nouveaux terrains d'analyse et de lutte ne peut se faire qu'à travers la communication entre les expériences de chacun de nos groupes.

Conclusion : pour commencer

Comme nous le disions ailleurs, tout reste à faire, tout reste à réinventer : le langage critique ; l'alliance de la réflexion, de la mémoire et de l'action ; une véritable communauté radicale en définitive. Il s'agit, et c'est le plus difficile, d'inventer et de mettre en jeu certaines significations (le goût pour la liberté, le sens du temps historique, qui est le temps de l'action et non le temps de la répétition, le sens de la mémoire et un appui de la tradition, un nouveau sens de la communauté, de l'union par ce que nous faisons et pas par ce que nous voyons à la télévision, etc.). Ces significations sont le contenu substantiel de mots comme l'autonomie et l'auto-organisation ; et sans un tel contenu ces mots ne sont que des tétines vides dont toutes les bouches se servent. Beaucoup de personnes vivent dans la soumission, non pas parce qu'elles ne savent pas s'auto-organiser, mais plutôt parce qu'elles ne veulent pas le faire, parce que l'autonomie ne signifie pour elles rien de réel. La création de nouvelles significations est indissociable de

la creation de nouveaux espaces de socialisation dans lesquels ces significations puissent communiquer et vivre ; elle est également indissociable de la reactivation d'une memoire de l'Histoire, ou se trouvent les elements sur lesquels on pourra appuyer ces significations, afin justement de les creer. Il s'agit, en definitive, de la creation d'une communaute radicale, d'un acteur collectif qui puisse contribuer a l'effondrement de l'etat actuel d'atomisation, a travers une conscience et une experience partagees, un projet et une memoire communs :

"La réalité d'une telle communauté réside dans le fait qu'elle constitue en elle-même une "unité plus intelligente que tous ses membres" (remplacer par collectifs). Le signe de son échec sera la régression vers une espèce de néo-famille, soit vers une unité moins intelligente que chacun de ses membres". (Encyclopédie des Nuisances).